

LA CRISE DE MAI

Malgré l'abondance des ouvrages parus sur la crise de mai 1968, on reste fort mal renseigné sur ce qui s'est effectivement passé dans l'ensemble du pays. On est saturé de reportages sur les événements qui se sont produits à Paris, dans les rues et les universités et certains d'entre eux — comme celui de Ph. Labro¹ qui utilise les techniques analogues à celles des cinéastes de l'actualité — témoignent de l'habileté professionnelle de leurs auteurs. Mais nous ne sommes à peu près jamais informés de ce qu'ont fait les travailleurs dans les usines, y compris dans la région parisienne et des luttes qui se sont déroulées dans les villes de province : les renseignements fournis par les *Cahiers de Mai*² sur Nantes et quelques entreprises de la banlieue de Paris sont précieux mais insuffisants.

Sur les origines du mouvement et sa signification, on lit avec intérêt le témoignage très engagé de certains des jeunes gens qui y jouèrent un rôle parfois central. D. Bensaïd et H. Weber³ présentent le point de vue d'une des fractions du trotskysme : tout en tenant compte de certains éléments nouveaux — le rôle des étudiants, le comportement de certains cadres et techniciens, etc. — ils ne parviennent pas à sortir des vieux schémas spécifiques de leur système de pensée et à concevoir mai autrement que comme une révolution prolétarienne manquée faute d'avoir eu une bonne direction politique. Pour J. Jurquet⁴, qui parodie avec application et succès le style des écrits en provenance de Pékin, « les courants non prolétariens » ont déclenché « la tempête révolutionnaire », mais leur nature petit-bourgeois leur interdisait de s'armer de la « science marxiste léniniste » qui aurait été nécessaire pour triompher de la bourgeoisie et de « la

trahison révisionniste ». Les frères Cohn-Bendit¹ ont compilé, en un temps record, les documents leur permettant de présenter une sorte de « digest » d'un « communisme de gauche », d'ailleurs fortement mâtiné d'anarchisme. Mais leur livre, çà et là émaillé d'impertinences drôles, constitue une des meilleures descriptions des méthodes nouvelles d'agitation découvertes à Nanterre par une poignée d'étudiants et qui furent employées avec un succès qui dérouta toutes les organisations et groupuscules existants. Car bien loin d'avoir été comploté à l'avance, ainsi que le soutient, entre autres, F. Duprat dont le livre contient une foule de révélations manifestement imaginaires, le mouvement eut une soudaineté et une ampleur qui laissèrent d'abord surpris tous les révolutionnaires.

Mai a produit une masse considérable de documents, tracts, prises de positions, articles, manifestes, etc. Une partie d'entre eux a été recueillie et publiée. M. Kravetz, R. Bellour et Annette Karsenty ont reconstitué les événements entre le 2 et le 13 mai, journée par journée, en reproduisant un certain nombre de déclarations faites, à l'instant même, par les autorités, les représentants des partis, diverses personnalités parlementaires ou universitaires, et aussi par les étudiants ou leurs organisations. Ainsi a été organisé un montage où se trouvent constamment et cruellement confrontés les événements et ce qui en fut dit et compris par chacun. Le lecteur peut juger sur pièce.

*Les lycéens gardent la parole*², qui utilise, par exception, des documents en provenance des villes de province, constitue une sorte de recueil des cahiers de doléances des lycéens qui montre quelles furent alors les aspirations des élèves au sujet de la réorganisation de la vie scolaire et des études. Au cours des commissions élèves-professeurs qui siégèrent dans les

1. Ph. LABRO, *Ce n'est qu'un début*, Paris, 1968, 273 p.

2. *Les Cahiers de Mai*, n° 1, 15 juin 1968 et n° 2, 15 juillet 1968.

3. D. BENSALD et H. WEBER, *Une répétition générale*, Paris, 1968, 229 p.

4. J. JURQUET, *Le printemps révolutionnaire de Mai 1968*, Paris, 1968, 178 p.

1. COHN-BENDIT, *Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme*, Paris, 1969, 271 p.

2. Comités d'Action lycéens, *Les lycéens gardent la parole*, Paris, 1968, 190 p.

lycées occupés, beaucoup de choses furent remises en question : l'organisation autoritaire des établissements qu'on a souhaité remplacer par des commissions élues au sein desquelles les administrateurs n'auraient plus été que des « spécialistes » contrôlés, les programmes jugés trop éloignés des préoccupations des élèves et désadaptés aux réalités contemporaines, les méthodes pédagogiques auxquelles il est reproché de trop faire appel à la mémoire et de cantonner les élèves dans un rôle passif ne leur permettant pas d'exercer leur esprit critique, les emplois du temps trop lourds qu'on souhaiterait remanier de manière à pouvoir consacrer les après-midi à des activités collectives et créatrices et, bien entendu, le système de notation, les examens et la discipline. On note en passant que certains élèves regrettent que l'enseignement ne comporte pas d'initiation à l'économie, que l'histoire des arts soit négligée, que l'étude des littératures étrangères ne soit pas abordée, etc. Mais il est rare que les revendications lycéennes se cantonnent dans des détails techniques. Presque partout apparaissent des vues sociales et politiques qui, d'ailleurs, furent plutôt mises en avant par une minorité engagée que par la masse des élèves, et les défauts de l'enseignement sont attribués à son caractère de classe : avec sa pseudo-neutralité politique, son organisation répressive, ses pratiques incitant à la compétition entre élèves, le « lycée caserne » est un instrument de dressage de l'enfant et de l'adolescent qui n'a pas d'autre finalité que de le préparer à l'acceptation des valeurs et des structures de la société actuelle. Comme le disent avec candeur et aplomb les élèves du lycée Octave-Gréard à Paris, il faut faire un 1789 dans l'enseignement du second degré sans que soit exclu « le respect mutuel entre élèves et professeurs ».

*La Sorbonne par elle-même*¹ et le *Journal de la Commune étudiante*² présentent un intérêt exceptionnel et d'abord par la

1. M. PERROT, M. REBÉRIOUX, J. MAITRON, « La Sorbonne par elle-même, mai-juin 68 », *Mouvement Social*, n° 64, juillet-septembre 1968, Paris, 414 p.

2. A. SCHNAPP et P. VIDAL-NAQUET, *Journal de la Commune étudiante, novembre 67-juin 68*, Paris, 1969, 876 p.

quantité impressionnante de documents qui se trouvent ici réunis et classés : ils n'occupent pas moins de quelque 700 pages dans le deuxième de ces ouvrages, qui se complètent sans d'ailleurs se ressembler. Les auteurs du premier, inspirés par le souci de faire leur métier d'historien, ont surtout voulu rassembler un recueil d'archives et se sont eux-mêmes presque entièrement effacés derrière les textes qu'ils publient, n'intervenant que pour expliquer le sens de leur entreprise et pour en préciser les limites. Ils ont ainsi reconstitué avec exactitude une histoire du développement et du reflux de la révolte étudiante, fait apparaître divers aspects de la vie matérielle et politique dans la Sorbonne occupée, retracé l'essentiel des luttes, souvent confuses, qui s'y déroulèrent et montrèrent enfin ce que les étudiants contestataires auraient voulu faire de l'université. Leur livre restera un très bon instrument de travail.

Précédé d'une longue introduction et complété de notes substantielles, l'ouvrage de A. Schnapp et de P. Vidal-Naquet est, en même temps qu'une ample reconstitution documentaire du mouvement de mai, une des meilleures tentatives d'explication qui en aient été entreprises. P. Vidal-Naquet avait, sur la plupart des auteurs qui nous ont livré leurs réflexions sur la crise de mai, l'avantage de bien connaître les courants idéologiques qui exerçaient une influence diffuse sur une frange limitée d'étudiants et cherchaient à réactualiser la critique de la société. Il est vrai que la situation des organisations étudiantes pouvait paraître misérable, qu'il s'agisse de l'U.N.E.F. ou des groupuscules qui se querellaient féroce ment en son sein ou à sa périphérie. Le tirage des publications « gauchistes » était resté dérisoire et le nombre d'étudiants qui avaient lu Marcuse ou Reich était infime. Pourtant, dans cet univers désolé et ignoré, une sorte de vulgate du radicalisme contemporain commençait à se diffuser plus largement : confuse, contradictoire, bariolée, charriant pêle-mêle des vues audacieuses et nouvelles et de vieilles mystifications, l'idéologie de mai prenait vaguement forme. C'est que, dans un monde livré à la toute-puissance des appareils d'organisation et de manipulations, où il paraissait admis que seuls les chefs d'État, les technocrates, les administrateurs, etc., pouvaient encore être des agents

COMPTES RENDUS

historiques actifs, le refus d'accepter cette fin de l'histoire subsistait, çà et là, latent, léthargique. Or les événements allaient briser cette léthargie. La résistance des combattants vietnamiens, les mythes que font naître la vie et la mort de Che Guevara, les révoltes étudiantes d'Amérique, d'Europe occidentale et de Pologne, il faudrait y ajouter — plutôt que les souvenirs déjà la plupart du temps oubliés de la lutte contre la guerre d'Algérie — la « révolution culturelle », le plus souvent comprise à contresens comme une explosion de la spontanéité révolutionnaire de la jeunesse chinoise, furent interprétés comme autant de signes que de nouvelles forces historiques entraient en jeu et que l'avenir pouvait être autre que celui qui était pensé et préparé par les différents pouvoirs en place.

Pourquoi l'université sera-t-elle au centre de la contestation ? Parce qu'elle apparaît comme un organisme qui n'a pas d'autre fonction que de préparer — sans du reste être réellement adaptée à cette tâche, ainsi qu'en témoigne le nombre particulièrement élevé d'échecs aux examens — l'intégration et la soumission d'une partie de la jeunesse à cette société qui est remise en question et déjà refusée par les bandes de beatniks, de hippies, etc., qui ont délibérément choisi de vivre en dehors de ses normes et de ses valeurs. Il est vrai que la misère matérielle de certains étudiants est réelle et que l'insuffisance des équipements a multiplié les difficultés des études dans des facultés surpeuplées. Mais les revendications des étudiants ne seront pas essentiellement économiques. Assimilant la structure et le fonctionnement de l'université à « l'organisation bureaucratique » qui dans le monde moderne a envahi usines et bureaux et tend à modeler la manière d'être de toute la société, les contestataires dénonceront avant tout l'aliénation et la réification dont ils s'estiment victimes. Les révoltes de Berkeley, de Varsovie et de Paris ont, malgré la dissimilitude des situations concrètes dans lesquelles elles se produisent, des significations apparentées : elles expriment les premières protestations des nouvelles générations aux énergies intactes contre l'univers bureaucratique. C'est à partir de là que s'expliquent de nombreux traits spécifiques du mouvement de mai et en particulier son côté libertaire.

Lorsque l'extension foudroyante des grèves transfigure à ses propres yeux le mouvement étudiant qui se prend dès lors pour une révolution, cette révolution, comme toutes celles du passé, répète celles qui l'ont précédée : les uns miment la Commune, d'autres le Soviet de Pétrograd, d'autres encore la « révolution culturelle » telle du moins qu'ils l'imaginent, certains enfin tirant de l'oubli l'anarchisme, arborent le drapeau noir. Or, mai ne peut pas être une révolution. Seule, une minorité de jeunes ouvriers partage l'exaspération des étudiants contre l'organisation bureaucratique du travail et de la vie sociale. La grande masse des travailleurs ne veut, profondément, ni détruire la société de consommation ni changer la vie et, bien plus que les révolutions passées, ce sont les souvenirs mythifiés des « victoires ouvrières de 1936 » qui servent aux travailleurs de modèle. Entre le radicalisme étudiant et le réformisme de la majorité des ouvriers, le décalage est trop grand pour que la jonction des deux mouvements puisse se faire, et dès lors, la révolte étudiante vouée à l'impuissance tend à se réduire à un psychodrame. Elle devient, comme le disent avec mépris ses adversaires, un carnaval et une saturnale. Pourtant, par delà les oripeaux historiques dont il s'affuble, le mouvement n'en fait pas moins apparaître sa vérité essentielle dans la méfiance, parfois exaspérée jusqu'à l'obsession, qu'il affiche pour toute forme d'organisation qui pourrait limiter, capter et détourner la spontanéité et la créativité de la base. Il est refus constant de tout ce qui pourrait jusque dans son sein réintroduire des formes bureaucratiques et les assemblées étudiantes s'efforceront, avec application, de fonctionner suivant les principes de la démocratie directe. L'entreprise, à coup sûr, n'ira pas sans difficulté. La créativité d'assemblées souvent informelles ne fait pas surgir que projets lucides et vues réalistes. Propositions saugrenues et parfois intéressées, tentatives de manipulation, discours verbeux et confus étirent démesurément la durée de réunions qui parfois deviennent harassantes, et finissent par se disperser sans avoir rien décidé. Il reste qu'en dépit de ces tares, c'est un mouvement « sauvage » qui aura déclenché la première des crises graves capable d'ébranler un État moderne.

Pour les auteurs de *La Brèche*¹, il s'agit essentiellement de montrer que « mai 1968 » se situe dans un univers social nouveau et ne peut pas être compris à l'aide de concepts et de schémas du « vieux marxisme », devenus inopérants lorsqu'il s'agit de rendre compte de la nature des forces qui s'affrontent dans les sociétés modernes. Le mouvement est la première manifestation des formes nouvelles que prendra la révolution contre ce qui est devenu le « capitalisme bureaucratique », et comme tel, son importance historique est comparable à celle de la Commune de Paris, de la révolution russe ou de la révolution hongroise de 1956.

Nouveau, le mouvement l'est d'abord par ses origines : il ne naît pas d'une crise de l'économie ni d'un état de misère matérielle devenue insupportable pour une partie importante de la population, mais de la contradiction fondamentale d'un système qui, par tous ses projets, tend à transformer les hommes en choses mais, se heurtant à leur résistance et à leur refus, n'aboutit pas à l'ordre mais à un « désordre établi » permanent. Se voulant efficace et rationalisateur mais ne produisant qu'incohérences, le système dévoile constamment ses vices constitutifs et tend à poser aux yeux de tous le problème de l'organisation de la vie sociale. De là, le succès de l'agitation des étudiants de Nanterre qui, inventant un nouveau style d'action visant non pas à soutenir des revendications et un programme mais à arracher leur solennité aux institutions et à démasquer leur vide et leur arbitraire, bouleverse la représentation que la plupart des gens en avaient et libère un énorme potentiel créateur refoulé par le système. Pendant quelques jours l'action des étudiants apparaît à une grande partie de la population comme l'explicitation de ses aspirations latentes.

Pourtant, bientôt le mouvement piétine et il s'effondrera finalement presque de lui-même. C'est que la classe ouvrière n'est pas cette immense poudrière prête à exploser qu'imaginent les étudiants révolutionnaires illusionnés par la mythologie ouvriériste qu'entretiennent pieusement divers groupes radicaux. En mai 1968, le prolétariat

industriel fut, dans son ensemble, incapable de surmonter les nouvelles formes d'aliénation qu'il subit dans le capitalisme moderne et de dépasser les revendications économiques pour rejoindre les étudiants sur le terrain de l'action directe et de la contestation radicale où ils s'étaient placés. Le prolétariat n'était plus l'avant-garde de la révolution, même si, comme le notent au passage C. Lefort et E. Morin, l'occupation des usines constituait en elle-même une initiative dépassant les objectifs purement revendicatifs : les tentatives d'auto-gestion qui s'esquissèrent, çà et là, furent mal assurées et faiblement soutenues.

Mai 1968 n'est donc pas une révolution prolétarienne manquée qu'on pourrait penser en termes traditionnels, en constatant simplement que la classe ouvrière n'est pas parvenue à jouer le rôle que lui assigne la théorie marxiste. Car cette carence du prolétariat n'est ni conjoncturelle ni déterminée par les particularités de la situation française. Elle est le résultat effectif des luttes et des défaites du prolétariat.

Si, lors de chaque crise révolutionnaire, celui-ci est parvenu à poser les principes et à faire apparaître les formes d'une autre civilisation, celle-ci n'est jamais parvenue à prendre corps et à se maintenir, de sorte que le mouvement ouvrier, enfermé dans l'univers capitaliste, a été contraint d'accepter, pour la vie courante, les valeurs et les fins de celui-ci et de reproduire en lui-même ses formes d'organisation. Ainsi s'explique qu'en mai 1968, au moment où les étudiants et certains éléments de couches sociales matériellement privilégiées se dressent contre la société de consommation, les ouvriers se laissent enfermer par leur organisation dans des revendications économiques qui ne remettent pas en question la manière d'être de la société et ne peuvent même pas la perturber gravement. L'autorité que conservent les « bureaucrates ouvriers » sur les travailleurs serait incompréhensible, si le prolétariat n'avait pas été, lui-même, envahi par l'idéologie de la société dominante.

En réalité, le mouvement de mai inaugure une nouvelle période de luttes sociales au cours desquelles on verra, de plus en plus, entrer en scène un nouvel acteur qui ne répétera pas les classiques de la révolution. Il s'agit de ces nouvelles catégories sociales

1. E. MORIN, C. LEFORT et J. M. COUDRAY, *Mai 1968 : La Brèche. Premières réflexions sur les événements*, Paris, 1968, 142 p.

COMPTES RENDUS

qui, en 1968, furent avec les étudiants à la pointe de la contestation et qui sont désormais mieux à même que le prolétariat industriel, d'ailleurs appelé à connaître un déclin numérique relatif, d'accéder à la compréhension des aliénations qu'implique le « capitalisme bureaucratique ».

A. Touraine¹ développe des vues apparentées, mais de manière plus nuancée et plus concrète. Si le mouvement de mai a brisé le mythe d'une société capable de mettre un point final à la lutte des classes en organisant l'expansion, il a aussi rapidement trouvé ses limites, car il s'est produit dans une situation ambiguë, caractérisée par le fait que la société française est engagée dans une métamorphose inachevée.

D'un côté, en effet, le mouvement a découvert les luttes sociales de l'avenir. Essentiellement soutenue par des catégories sociales et professionnelles capables d'opposer leur savoir scientifique ou technique à la bureaucratie qui est en train de se substituer aux anciennes classes dirigeantes, la révolte de mai est la première remise en question d'un ordre au sein duquel la conscience de l'aliénation et de la répression devient plus explosive que celle de l'exploitation. Dressant contre l'utopie du pouvoir, qui prétend tout régler par lui-même, une contre-utopie libertaire qui oppose d'une façon presque bergsonienne la vie créatrice et la spontanéité à la réification que fait naître le système bureaucratique, Mai déchire les voiles idéologiques derrière lesquels la bureaucratie qui se prétend porteuse du progrès et de la rationalité abrite sa domination. Mais au printemps 1968, la révolte peut annoncer un autre avenir possible, elle ne peut pas prendre la forme d'un véritable combat politique et social tendant à le faire surgir effectivement. C'est que les forces sociales qui la soutiennent sont encore incertaines de leurs objectifs et, ne découvrant souvent la signification de leurs actions qu'au fur et à mesure des événements, elles ne peuvent entrer en lutte qu'en ordre dispersé contre un adversaire nouveau et qui n'est pas toujours, déjà, clairement identifié. Car en dehors du milieu enseignant et étudiant, les éléments engagés dans la production qui sont capables de dépasser les revendic-

ations traditionnelles sont encore rares. Sauf à Nantes où l'anarcho-syndicalisme donne un aspect particulier aux grèves, ils n'apparaissent que dans quelques industries modernes et l'automobile, c'est-à-dire dans les entreprises où existent de forts noyaux d'ouvriers très qualifiés ou de travailleurs de laboratoires et de bureaux d'étude, ayant atteint un standing supérieur à celui de l'ensemble des producteurs.

Partout ailleurs, le vieux prolétariat reste embourbé dans des luttes sociales de type ancien qui n'impliquent que des revendications quantitatives ne pouvant plus, dans une économie en expansion, déboucher sur une contestation radicale et globale de la société. Le prolétariat traditionnel se trouve désormais dans la même situation que la paysannerie du XIX^e siècle : il n'a plus que des intérêts particuliers à défendre et son action institutionnalisée ne s'inscrit plus dans une dynamique révolutionnaire. C'est en vain, que le mouvement de mai s'est affirmé comme le prolongement des luttes révolutionnaires du passé et a repris leurs thèmes. Ses ambitions n'ont pas été reprises par les ouvriers : le rejet des accords de Grenelle n'était pas inspiré par le sentiment que les syndicats trahissaient le projet révolutionnaire des travailleurs ; ceux-ci estimèrent seulement que les avantages acquis n'étaient pas suffisants.

Encore incapable de se donner une expression idéologique cohérente et une organisation qui soit à même de poser le problème de la prise du pouvoir, le mouvement de mai 1968 n'est pas une révolution. Bien plus qu'à la Commune, il est comparable à 1848, c'est-à-dire au moment où l'on vit apparaître les refus passionnés mais encore inopérants que faisait naître l'industrialisation. Car « le pouvoir conquis par l'imagination n'était qu'imaginaire », les étudiants ne furent jamais maîtres que des murs de la Sorbonne et de l'Odéon et, en ces lieux, l'action fut noyée sous le discours, la révolte s'occupa de jouir d'elle-même, se grisa de l'illusion d'être déjà une nouvelle société, se constitua en antispectacle mais aussi s'interrompit en tant que lutte effective. Cependant il y a là, tout autant que les signes de l'immaturité du mouvement et de l'impossibilité objective où il se trouvait d'aller plus avant, l'expression de sa nature authentique : négation

1. A. TOURAINE, *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*, Paris, 1968, 301 p.

passionnée d'un ordre répressif qui condamnait à ne pas exister tout un ensemble d'aspirations et de comportements, Mai ne pouvait être qu'abolition des contraintes et possibilité pour chacun de s'exprimer dans une totale liberté.

La façon dont R. Aron¹ a compris la crise de mai et son dénouement est évidemment toute différente. Le subit engouement que manifesta, tout d'abord, un secteur, probablement prédominant, de l'opinion pour les exploits des émeutiers étudiants est, à ses yeux, parfaitement déraisonnable. Imbu d'aspirations anachroniques et utopiques, le mouvement était constitutivement voué à l'impuissance. Serait-il parvenu à parachever la paralysie et la désagrégation des institutions qu'il n'aurait pas pour autant triomphé. Il aurait, tout au plus, ouvert la route au communisme totalitaire ou à un régime de réaction et de dictature aveugle. C'est bien du reste ce que comprit la majorité du pays. Lorsque l'État parut sur le point de s'écrouler, ceux-là même qui avaient sympathisé avec la « révolution » et l'avaient vécue comme une sorte de fête reculèrent devant le vide menaçant qui apparut tout à coup et refluèrent vers le maintien de l'ordre. Après s'être donné le plaisir de contempler une parodie de révolution, les Français retrouvèrent leur raison au moment où le psychodrame risquait de déboucher sur un conflit meurtrier.

Il n'est pas douteux que l'arrêt du mouvement soit, en partie, né d'un réflexe de recul devant l'inconnu et la violence. Mais sans doute conviendrait-il aussi de distinguer entre les différentes catégories sociales : les raisons des éléments conservateurs qui avaient frôlé le régime sans s'apercevoir à quel point l'ordre pouvait être menacé ne furent certainement pas les mêmes que celles des travailleurs. Sans doute une grande partie de ceux-ci craignit-elle qu'une aggravation dramatique de la crise n'aboutît à une ruine de la prospérité dont ils espérèrent tirer progressivement bénéfice. Cette attitude — on y reviendra — ne fut pas générale et il apparaît que certains ouvriers se refusèrent à une action plus décisive non pas parce qu'ils adhéraient

à l'ordre mais parce qu'ils estimèrent que sa transformation violente était pour le moment hors de portée.

L'essentiel de l'ouvrage de R. Aron se trouve, cependant, dans l'interprétation des origines de la crise et dans la signification qui lui est attribuée. La raideur et l'autoritarisme du régime gaulliste ont aggravé les caractères exagérément hiérarchisés de la société française et contribué ainsi à bloquer les issues légales qui auraient permis aux aspirations, que l'organisation de la civilisation industrielle suscite et réprime inévitablement, de s'exprimer autrement. Car les hommes qui vivent dans le cadre des sociétés modernes sont voués, par le mode d'organisation et de fonctionnement de ces sociétés, à être isolés et enfermés dans leurs vies professionnelles et familiales, et subissent ainsi des frustrations qui peuvent faire naître la révolte. Mais ces révoltes toutes chargées d'affectivité, qui traduisent les nostalgies et les rêves d'une communauté sociale idéale, ne peuvent enfanter que des chimères et sont incapables de proposer et de faire exister effectivement un autre modèle d'organisation sociale. R. Aron postule, en effet, que si le système d'organisation des sociétés industrielles peut être assoupli, corrigé et humanisé dans certains de ses aspects, il n'est pas dans ses traits essentiels, dépassable. La société moderne n'a pas d'autre alternative que d'accepter l'ordre technobureaucratique porteur de progrès ou de s'abandonner à des mouvements de déraison qui, s'ils s'amplifiaient, ne pourraient qu'ouvrir les perspectives menaçantes d'une chaotisation de la vie sociale. La preuve en est fournie par le destin du communisme russe qui a été contraint d'abandonner ses rêves initiaux de démocratie directe pour se donner une organisation superbureaucratique nécessaire à l'industrialisation. Preuve, à vrai dire, bien fragile, car on pourrait y objecter que le dépérissement de la démocratie des soviets, qui eut d'ailleurs de nombreuses déterminations conjoncturelles, était un fait accompli bien avant que l'U.R.S.S. se donnât une civilisation industrielle, et l'on ne peut préjuger péremptoirement de ce qu'il adviendrait ailleurs qu'en Russie et à une autre époque. On conviendra cependant qu'à condition d'accepter ses présuppositions, la signification que R. Aron

1. R. ARON, *La révolution introuvable. Réflexions sur la révolution de Mai*, Paris, 1968, 187 p.

COMPTES RENDUS

assigne au mouvement de mai ne manque pas de logique : les crises du type de celles de mai qui pourront éventuellement se reproduire sont privées de toute dimension historique. Elles ne pourront jamais que s'inscrire dans un mouvement en quelque sorte cyclique allant d'une acceptation raisonnable de l'ordre aux déraisons de révoltes stériles et vice versa.

Comment les ouvriers ont-ils compris les événements de mai ? On peut s'en faire une idée par l'interview que Juliette Mincés¹ a recueillie auprès d'un ouvrier tourneur d'une entreprise des Bouches-du-Rhône. Cet homme qui a quitté le Parti Communiste où il avait milité pendant quinze ans est sans doute un peu exceptionnel par le niveau de sa culture politique, mais son témoignage n'est certainement pas atypique.

Il tient pour complètement inexacte l'idée que le prolétariat ait perdu sa conscience de classe et se soit « embourgeoisé ». Le travail industriel est resté un « esclavage » et l'ouvrier, de plus en plus étroitement contrôlé par une foule d'agents de maîtrise et de cadres, vit, dans l'usine, une oppression constante et une guerre permanente dans laquelle il est toujours le vaincu. Sans que les revendications de salaires soient pour autant dépassées, ce sont, pense-t-il, les problèmes de l'organisation du travail et de la transformation des rapports humains dans l'usine et la société qui vont, de plus en plus, se situer au centre des aspirations des ouvriers. Sa vision de la société moderne et de son avenir est parfois extrêmement sombre : la technocratie — il pense qu'elle domine également les États socialistes — tendra de plus en plus à défigurer l'homme et à en faire un robot incapable de réactions, et il redoute qu'on aboutisse ainsi à une nouvelle forme d'esclavage. Il entend, par-là, une société où les ouvriers effectivement productifs ne seraient plus qu'une minorité astreinte à créer de la plus-value au profit de la majorité du corps social et par suite incapables de se libérer. C'est que, pour lui, seuls les professionnels et les ouvriers spécialisés constituent potentiellement une véritable force révolutionnaire. Les salariés non directement productifs et les cadres même

subalternes, ces « sous-off de négriers » qui, en mai, ont fait grève et ont essayé de se rapprocher des ouvriers, lui apparaissent, les uns comme des parasites, les autres comme des agents du système d'oppression, dont les aspirations sont également équivoques et suspectes.

Il est, par contre, beaucoup moins soupçonneux envers le mouvement étudiant. La révolte étudiante, explique-t-il, a rendu explicite ce que les ouvriers avaient à l'avance senti confusément et les travailleurs se sont mis en grève par solidarité, parce qu'ils ont estimé que les luttes des étudiants cadraient avec leurs aspirations latentes. Les revendications économiques ne sont pas à l'origine des grèves et des occupations bien que, par la suite, les ouvriers aient pensé que le désarroi du pouvoir créait une situation favorable dont il fallait profiter.

Pourtant, si les travailleurs ont reconnu comme leurs objectifs de la révolte étudiante, ils n'ont pas agi activement pour la soutenir car, face à un pouvoir désemparé mais non pas réellement ébranlé, ils ont craint de se laisser entraîner dans une aventure dont ils redoutaient de faire tous les frais.

Il faudrait ajouter que, même là où se dessinèrent des tentations d'autogestion, les ouvriers ne se sentirent pas prêts à l'organiser effectivement. L'exemple de l'usine Pechiney de Noguères qu'examine R. Houran¹ le montre. Si, au cours de la grève, les ouvriers ont acquis la conviction qu'ils pouvaient à peu près continuer à fabriquer des barres d'aluminium, ils ont aussi découvert les limites de leur savoir : leur situation ne leur permet pas de comprendre comment s'opère, au sein du complexe Pechiney, l'approvisionnement en matières premières et en sources d'énergie et ils se sentent incapables de commercialiser les produits. La division des tâches telle qu'elle existe leur masque les connaissances qui seraient nécessaires à l'exercice immédiat de l'autogestion. Mais au cours de l'expérience faite, les travailleurs ont aussi été amenés à distinguer dans la division du travail ce qui tient aux nécessités techniques et ce qui résulte du système social

1. Juliette MINCES, *Un ouvrier parle*, Paris, 1969, 84 p.

1. R. HOURAN, *L'instituant contre l'institué* (chap. II, L'autogestion chez Pechiney), Paris, 1969, 196 p.

et celui-ci leur est apparu, non pas comme l'expression nécessaire d'un ordre naturel et immuable des choses, mais comme une réalité foncièrement instable et à long terme modifiable.

Une enquête effectuée auprès de vingt-cinq personnes¹ appartenant à la population jeune, montre, cependant, de quelles manières très différentes les événements de mai ont pu être vécus par des gens qui se réfèrent à des systèmes de valeur et à des représentations sociales distinctes ou opposées.

Les réponses faites ont permis de classer les enquêtes en trois catégories : les conformistes, les personnalistes et les révolutionnaires.

Pour les premiers, l'ordre existant est à la fois nécessaire et indépassable : les groupes sociaux ne sont que des agrégats de personnes qui possèdent ou ne possèdent pas et ceux qui attaquent cet ordre n'aspirent en réalité qu'à accéder eux-mêmes à la richesse, cet ordre se reconstituerait de toute manière. A leurs yeux, le mouvement de mai n'était pas dépourvu de quelques raisons, et ils admettent qu'il était légitime de revendiquer une réforme de l'université et quelques avantages salariaux. Mais les aspirations raisonnables des étudiants et des travailleurs ont été dévoyées par l'action d'agitateurs étrangers ou inspirés par des doctrines étrangères qui ont « embobiné » les manifestants et les grévistes, car la France, pays libre et heureux, n'aurait pu connaître une crise si violente si des éléments extérieurs n'étaient pas intervenus pour l'organiser.

Ces vues qui impliquent une forte dose de nationalisme xénophobe, s'accompagnent de la conviction que les masses sont en elles-mêmes amorphes et n'entrent en mouvement que dans la mesure où elles sont manipulées. Mais, en même temps qu'ils sont tenus pour les véritables acteurs de la crise et pour les responsables de son extrémisme, les « meneurs » sont aussi des chefs qui apparaissent comme une protection contre les emportements possibles

de la foule : le mouvement de mai était effrayant parce qu'il n'était pas assez organisé.

Perçus de cette manière, les événements ont été subis avec une angoisse dont on se venge rétrospectivement en minimisant leur importance — Mai n'était qu'un dérapage accidentel — et en soulignant leurs conséquences funestes pour ceux-là même qui se sont laissés entraîner : les hausses exagérées de salaires ruineront l'économie et les travailleurs seront les premiers à en pâtir.

Les personnalistes, dont les conceptions sont soutenues par des sentiments chrétiens, tiennent les hiérarchies sociales pour inessentiels mais, s'ils refusent la violence, ils pensent qu'il est nécessaire de remanier la société : la compréhension et le dialogue entre les différentes catégories sociales devraient permettre d'y parvenir. Mai leur est apparu comme une explosion de sentiments nobles et généreux. C'est la solidarité entre étudiants, puis entre étudiants et jeunes ouvriers contre les violences de la police, qui a déclenché un mouvement à la tête duquel se placeront les jeunes élites du pays. Mais, par la suite, les grèves et l'intervention des partis ont dégradé les aspirations désintéressées et rénovatrices en revendications d'argent et en marchandages. Après avoir d'abord vécu Mai comme une fête, les personnalistes s'en sont détournés et ont attendu avec anxiété le retour à une situation normale.

Les révolutionnaires sont, au cours de l'enquête, apparus divisés en deux groupes nettement distincts : les révolutionnaires classiques et les libertaires.

Les premiers, qui pensent dans le cadre des divers systèmes issus du marxisme et sont socialement étrangers au prolétariat, ont surtout attaché de l'importance aux grèves dont la révolte étudiante aurait été « le détonateur ». A leurs yeux, les étudiants qui ne sont pas une classe et n'occupent pas dans la lutte révolutionnaire des positions essentielles, ne peuvent jouer qu'un rôle mineur et le mouvement étudiant en lui-même les intéresse peu. Persuadés que l'action révolutionnaire ne peut triompher que si elle est une violence organisée en fonction d'une stratégie correcte, ils ont tendance à se considérer comme une élite clairvoyante à laquelle le caractère spontanéiste et désordonné de Mai n'a pas

1. A. DUCLÉNT, Monique FICHELET, R. FICHELET, M. JOURDAN-LAFORTE, Nicole MAY et Françoise PICQ, *Les représentations sociales et les sentiments associés au mouvement de Mai chez les jeunes de la région parisienne*, 55 pages ronéotypées, Paris, 1969.

COMPTES RENDUS

permis de jouer sa fonction dirigeante. Mai a péri de son irréalisme.

A la différence des précédents, les libertaires sont surtout des travailleurs qui ont une expérience personnelle de l'oppression. Ils sont les seuls à avoir adhéré à Mai sans réserve, comme à un mouvement exprimant et commençant à réaliser leurs aspirations les plus profondes. A leurs yeux, la transformation des grèves en mouvement purement revendicatif est le résultat d'une manœuvre des syndicats : ceux-ci sont dominés par une couche de dirigeants dont la fonction est de représenter les ouvriers auprès du patronat et de l'Etat, et qui a redouté de perdre pouvoir sur les travailleurs si ceux-ci se mettaient à décider et à organiser eux-mêmes leur action. Les libertaires ne sont pas contre les reven-

dications matérielles — car ils estiment que le niveau de vie des travailleurs est insuffisant — mais ils redoutent que la seule poursuite de l'augmentation de salaires aggrave l'aliénation des ouvriers et les détourne de l'essentiel : la remise en question de l'organisation sociale dans tous ses aspects oppressifs. Dans ce but, ils sont prêts à utiliser la violence même si celle-ci les angoisse et notamment dans le cas où elle devrait prendre la forme d'une guerre civile. Leur démocratie extrême n'exclut pas, cependant, quelques touches aristocratiques : leurs déclarations laissent transparaître un certain mépris pour les masses aliénées qui, pensent-ils, se sont encore une fois laissé duper.

Pierre SOUYRI.